



**ONUDC**

Office des Nations Unies  
contre la drogue et le crime



# Répondre à la **crise pénitentiaire mondiale**

**STRATÉGIE 2015-2017**

*“L'emprisonnement est devenu un réflexe au lieu d'être une solution de dernier ressort [...]. En outre, dans la plupart des pays, le système pénitentiaire, ayant renoncé à réformer le condamné et à pourvoir à sa réinsertion sociale, ne tend désormais qu'à punir le délinquant en l'écrouant.”*

Juan E. Mendez, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (A/68/295, 2013)

## LA CRISE PÉNITENTIAIRE MONDIALE

Un grand nombre de systèmes pénitentiaires à travers le monde sont à un stade de crise, ayant des effets néfastes sur les prisonniers, leurs familles et la société dans son ensemble. La réalité dans de nombreuses prisons a tendance à non seulement être non conforme aux standards internationaux, mais risque également de compromettre le but ultime d'une peine d'emprisonnement: la protection de la société contre le crime. Bien que la nature de la crise pénitentiaire soit multidimensionnelle, elle se manifeste principalement des manières suivantes:

### Une augmentation continue de la population carcérale et un surpeuplement des prisons

On estime que plus de 10,2 millions de personnes ont été détenues dans des établissements pénitentiaires dans le monde entier en 2013, avec un taux moyen d'incarcération de 144 prisonniers pour 100 000 habitants dans le monde. Durant la même année, 114 administrations pénitentiaires nationales ont fonctionné sur la base d'un taux d'occupation de plus de 100%.

### Les coûts considérables de l'emprisonnement

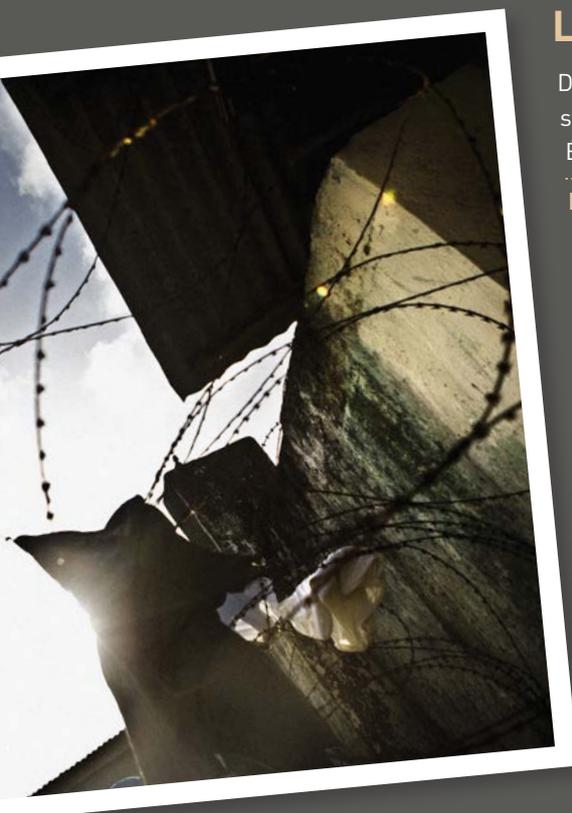
L'emprisonnement affecte de manière disproportionnée les personnes vivant dans la pauvreté. Ce dernier constitue également une charge budgétaire importante pour les États.

### Des conditions de détention inadéquates

En dépit des différences régionales, la surpopulation carcérale est devenue un énorme défi mondial et constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela).

### Des défis à relever quant aux fonctions essentielles de l'emprisonnement

Lorsque les systèmes pénitentiaires sont débordés et mal gérés, les prisons peuvent devenir des endroits dangereux à la fois pour les prisonniers mais aussi pour le personnel pénitentiaire. Elles peuvent aussi se transformer en "écoles du crime" et en terreau fertile pour la radicalisation.



## Les facteurs qui contribuent à la crise

De mauvaises conditions de détention reflètent en grande partie les insuffisances systémiques au niveau du système de justice pénale et/ou des politiques d'un État comme:

Des mesures insuffisantes pour prévenir la criminalité, en particulier la criminalité chez les jeunes

L'utilisation excessive de la détention provisoire

L'absence d'accès au conseil et à l'assistance juridique

Des politiques pénales punitives et l'utilisation inappropriée de l'emprisonnement

L'utilisation peu fréquente des mesures alternatives à l'emprisonnement

Des mesures insuffisantes pour promouvoir la réinsertion sociale des détenus

Une gestion des prisons et une infrastructure inadéquates

L'utilisation de la détention comme mesure de premier recours pour les enfants en conflit avec la loi

Les besoins spécifiques des délinquantes et détenues qui ne sont pas satisfaits

# LE MANDAT ADÉQUAT

Au sein du système des Nations Unies, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est idéalement placé pour apporter un soutien aux États membres dans la lutte contre la crise pénitentiaire en appuyant notamment des initiatives de réforme pénale conformes au respect des droits de l'homme. L'ONUDC soutient par ailleurs la mise en œuvre des règles et normes internationales pour la prévention du crime et la justice pénale et sert de secrétariat aux processus intergouvernementaux mis en place afin de rédiger ou réviser ces normes.

## Règles et normes des Nations Unies

### Traitement des détenus

- L'ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) (2015)
- Les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus (1990)
- L'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (1988)

### Alternatives à l'emprisonnement

- Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo) (1990)
- Principes fondamentaux concernant le recours à des programmes de justice réparatrice en matière pénale (2000)

### Les délinquantes et détenues

- Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) (2010)
- Stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (2010)

### Enfants privés de liberté

- Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (1985)
- Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (1990)
- Stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale (2014)

### Les détenus étrangers

- Accord type relatif au transfert des détenus étrangers et recommandations relatives au traitement des détenus étrangers (1985)

### Accès à l'aide juridique

- Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale (2012)

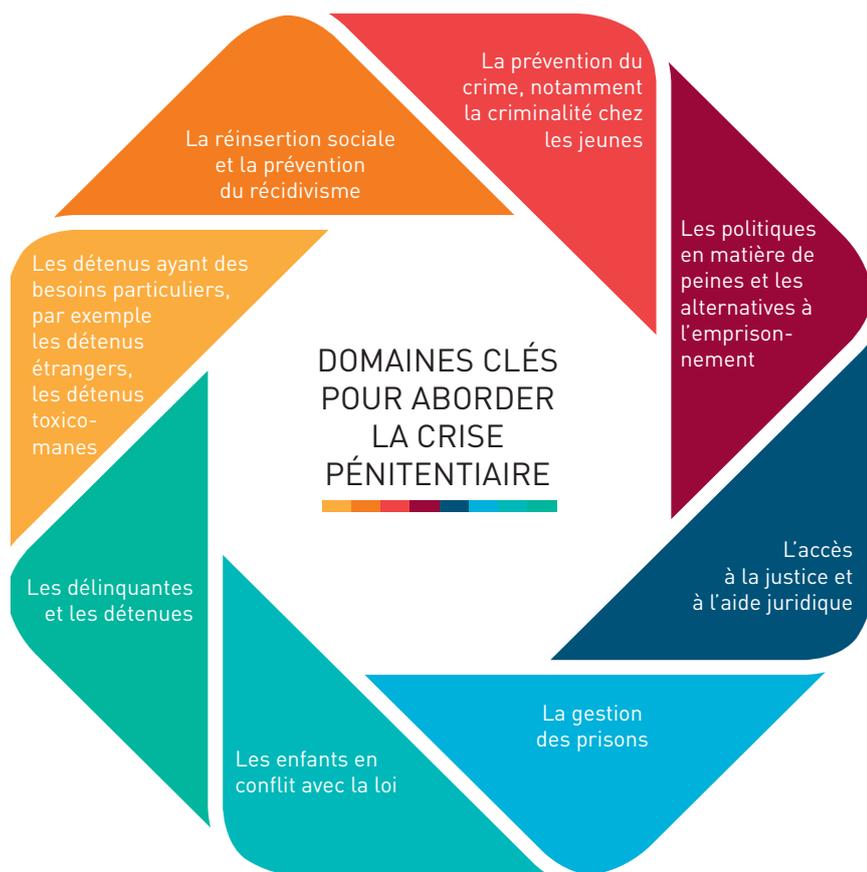
### Prévention du crime

- Principes directeurs des Nations Unies applicables à la prévention du crime (2002)
- Principes directeurs des Nations Unies pour la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la prévention de la criminalité urbaine (1995)
- Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile — les Principes directeurs de Riyad (1990)

# LE SOUTIEN ADÉQUAT

**Assistance technique:** entre 2010 et 2014, l'ONU DC a soutenu plus de 60 pays dans le domaine du développement et de la mise en œuvre de politiques et stratégies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

L'ensemble des programmes et services de l'ONU DC relatif à la réforme pénitentiaire et aux alternatives à l'emprisonnement a bénéficié à plusieurs pays sur tous les continents, notamment l'Afghanistan, l'Albanie, l'Éthiopie, la Géorgie, l'Iran (République islamique de), l'Iraq, le Kenya, le Kirghizistan, le Liban, l'Île Maurice, le Mexique, le Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, les Seychelles, la Somalie, la Thaïlande, le Viet Nam et la Palestine.



## RÉALISATIONS EN 2014

### LA PRÉVENTION DU CRIME, NOTAMMENT LA CRIMINALITÉ CHEZ LES JEUNES

Développement d'une stratégie nationale en matière de prévention du crime • Éthiopie

Évaluations sur la prévention du crime • Kirghizistan, Myanmar

La jeunesse et les projets communautaires de prévention du crime • Brésil, Colombie, Kenya

### LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE PEINES ET LES ALTERNATIVES À L'EMPRISONNEMENT

Évaluation de la justice pénale et des activités de renforcement des capacités • Éthiopie

Réunion d'experts et conseils stratégiques quant aux alternatives à l'emprisonnement • Iran (République islamique de), Mexique, Pérou

Développement d'un nouveau code de procédure pénale • Kirghizistan

### L'ACCÈS À LA JUSTICE ET À L'AIDE JURIDIQUE

Développement et révision des politiques nationales relatives à l'aide juridique • Éthiopie, Nigéria, Somaliland, Viet Nam

Ateliers sur l'accès à l'aide juridique • Iran (République islamique de), Région du Sahel

Promotion de l'aide juridique pour les délinquants • Kirghizistan

### LA GESTION DES PRISONS

Évaluations des établissements pénitentiaires • Éthiopie, Géorgie, Nigéria, Tadjikistan

Ateliers sur l'amélioration de la gestion des prisons • Iraq, Paraguay, Région du Sahel

Développement d'un système informatisé de gestion des dossiers des détenus • Liban

Voyage d'études pour des directeurs de prisons portant sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et de la santé • Népal

Développement de nouvelles règles pénitentiaires et d'initiatives de renforcement des capacités • Pakistan

Amélioration des infrastructures pénitentiaires • Kenya, Kirghizistan, Somaliland

### LES ENFANTS EN CONFLIT AVEC LA LOI

Formation du personnel de justice pénale sur la justice réparatrice pour les enfants • Colombie, Pérou

Projet de réhabilitation et de réintégration pour des jeunes délinquants • Égypte

Développement des stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale (2014) • Monde entier

### LES DÉLINQUANTES ET LES DÉTENUES

Ateliers nationaux sur les Règles de Bangkok • Iraq, Viet Nam

Ateliers régionaux sur les Règles de Bangkok • Amérique latine, Sud-est de l'Europe

Programmes de renforcement des capacités et de formation des formateurs • Panama

### LA RÉINSERTION SOCIALE ET LA PRÉVENTION DU RÉCIDIVISME

Programmes éducatifs et de formation professionnelle pour les détenus afin de favoriser leur réinsertion sociale • Afghanistan

Évaluation des programmes de réinsertion en milieu carcéral • Albanie

Atelier de peinture thérapeutique dans un centre pénitentiaire organisé avec le soutien de l'ONUDC à Jénine, Palestine (2010)

L'établissement pénitentiaire de haute sécurité à Garowe, État de Puntland en Somalie, a été conçu et construit avec le soutien de l'ONUDC (Programme de transfert de prisonniers condamnés pour piraterie, 2014)

Serres et hydroponiques exploités par des détenus, un programme de réinsertion soutenu par l'ONUDC à Panama City (2014)

Formation de base organisée par l'ONUDC à l'intention de 30 membres du personnel pénitentiaire, dont 13 femmes, au Somaliland (2014)



# LES OUTILS APPROPRIÉS

Au travers de sa série de manuels sur la justice pénale et d'autres publications pertinentes, l'ONUDC dispose d'une variété de guides d'ordre technique portant sur la réforme pénale, la prévention du VIH et du sida, les soins et les traitements au sein des prisons.

## UNE SÉLECTION DE PUBLICATIONS PERTINENTES PRODUITES PAR L'ONUDC

Le VIH/sida: prévention, soins, traitement et soutien en milieu pénitentiaire: cadre pour une intervention nationale efficace (2006)<sup>a</sup>

Manuel des principes fondamentaux et des pratiques prometteuses sur les alternatives à l'emprisonnement (2007)

Manuel sur la gestion des dossiers des détenus (2008)

Manuel sur les prisonniers ayant des besoins particuliers (2009)

Handbook on Prisoners with special needs (2009)

Manuel à l'intention des directeurs de prisons (2010)

Manuel sur le transfert international des prisonniers (2012)

Handbook on the International Transfer of Sentenced Persons (2012)

Manuel d'introduction pour la prévention de la récidive et la réinsertion sociale des délinquants (2012)

Manuel sur les stratégies visant à réduire la surpopulation carcérale (2013)<sup>b</sup>

Loi type sur la justice pour mineurs et commentaire (2013)

Model Law on Juvenile Justice and Related Commentary (2013)

Bonne gouvernance pour la santé en milieu carcéral au XXI<sup>e</sup> siècle — un document de politique générale sur l'organisation de la santé en milieu carcéral (2013)<sup>c</sup>

Good Governance for Prison Health in the 21st Century — A Policy Brief on the Organization of Prison Health (2013)

Manuel sur les femmes et l'emprisonnement (deuxième édition, 2014)

Handbook on Women and Imprisonment (2nd edition, 2014)

Manuel sur l'accès précoce à l'aide juridique lors de procédures pénales (2014)<sup>d</sup>

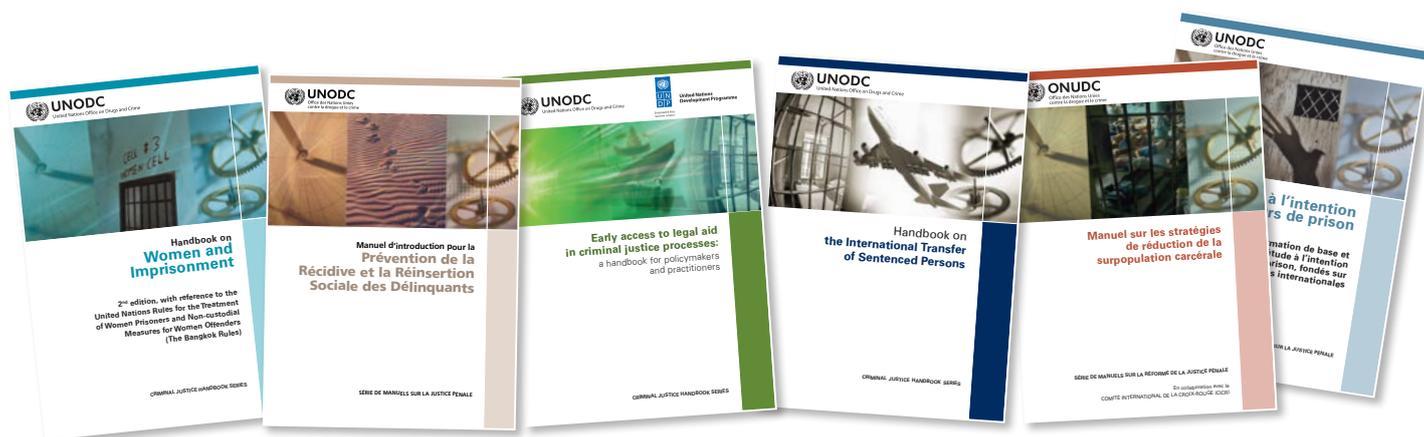
Handbook on Early Access to Legal Aid in Criminal Justice Processes (2014)

<sup>a</sup> En coopération avec l'Organisation internationale du Travail, ONUSIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation mondiale de la Santé.

<sup>b</sup> En coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge.

<sup>c</sup> En collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, Bureau régional pour l'Europe.

<sup>d</sup> En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

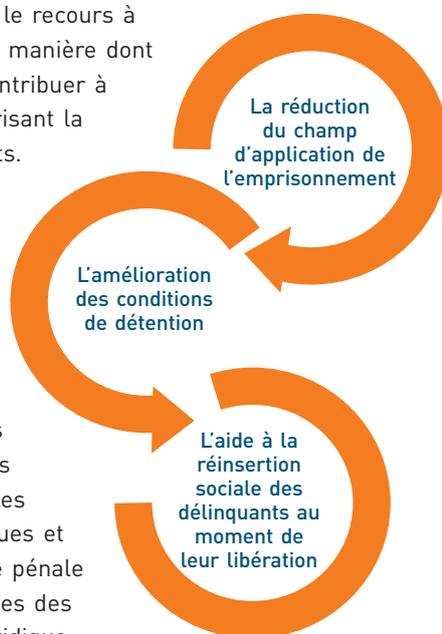


# LA STRATÉGIE ADÉQUATE

Compte tenu des différents facteurs qui contribuent à la crise pénitentiaire ainsi que des domaines relevant du mandat de l'ONUDC, tels que la prévention, les soins et le traitement du VIH/sida, le Bureau va renforcer son travail en matière de réforme pénale par le biais d'interventions ayant les trois objectifs stratégiques suivants: la réduction du champ d'application de l'emprisonnement, l'amélioration des conditions de détention, et l'aide à la réinsertion sociale des délinquants au moment de leur libération.

L'objectif principal de la stratégie consiste à appuyer le lancement et la mise en œuvre des programmes de réforme pénale dans les États membres, générant ainsi des résultats tangibles sur le terrain. La stratégie aura pour objectif d'appuyer, sur demande, les États membres à rationaliser le recours à l'emprisonnement, à améliorer la manière dont celui-ci est mis en œuvre et à contribuer à une baisse de la récidive en favorisant la réinsertion sociale des délinquants. Étant donné que les efforts de réforme pénale ne doivent pas uniquement concerner l'administration pénitentiaire afin d'être efficaces et durables, les partenaires nationaux ne seront donc pas uniquement des administrations pénitentiaires et des services de probation, mais pourront également représenter les législateurs, les décideurs politiques et les agents des services de justice pénale de la police, des autorités chargées des poursuites, les services d'aide juridique, l'appareil judiciaire ainsi que les tribunaux.

Les évaluations approfondies des systèmes nationaux de justice pénale, combinées à une analyse des politiques et des lois pertinentes, pourront servir de base pour rassembler les données factuelles nécessaires pour les interventions au sein et au-delà du système pénitentiaire. Cette assistance technique sera complétée par l'élaboration de guides techniques et par la collecte des données pertinentes.



## LES RÉPONSES SPÉCIFIQUES APPORTÉES PAR LA JUSTICE PÉNALE POUR LES FEMMES

Lors de la conception et la mise en œuvre des programmes de réforme pénale, une attention particulière sera accordée aux délinquantes et aux détenues, notamment la promotion des efforts, des politiques et des programmes pour:

- La réduction du champ d'application de l'emprisonnement des femmes et des mesures non privatives de liberté spécifiques au genre;
- La révision des politiques et lois pénales discriminatoires;
- Le renforcement de la gestion des prisons et l'amélioration des conditions de détention.

## LA PROTECTION DES DROITS DES ENFANTS

Les enfants en contact avec le système de justice pénale et ceux qui sont privés de leur liberté ont besoin des politiques et des programmes pour:

- Veiller à ce qu'ils aient accès à des systèmes de justice équitables, efficaces et adaptés aux enfants;
- Promouvoir des mesures extrajudiciaires et des mesures non privatives de liberté pour des enfants auteurs présumés d'infractions.





## FAIRE CE QUI S'IMPOSE

Le financement pour la mise en œuvre de cette stratégie se fera dans le cadre du projet Global GLOT63 — Appui à la prévention du crime et à la réforme de la justice pénale. Pour la période 2015-2017, l'ONUDC va donner la priorité aux activités suivantes, nécessitant une contribution financière de 5 millions de dollars des États-Unis.

### DES OUTILS MONDIAUX

- Guides pratiques sur les mesures alternatives à l'emprisonnement
- Manuel sur la gestion des délinquants extrémistes violents
- Manuel sur la corruption au sein des prisons
- Modèle de système électronique de gestion des dossiers des détenus
- Outil pour les systèmes de surveillance et de plaintes dans les centres de détention pour les enfants
- Guides techniques sur des programmes de réhabilitation et de soutien suite à la libération
- Étude régionale sur le profil des femmes détenues
- Étude mondiale sur l'accès à la justice

### ASSISTANCE TECHNIQUE SUR LE TERRAIN

- Des services consultatifs dans 10 pays afin d'élaborer des stratégies nationales sur la prévention du crime et la réforme pénitentiaire
- Quatorze formations nationales sur l'un ou plusieurs des thèmes suivants: la prévention du crime; la réduction de la surpopulation carcérale et de la détention provisoire; les alternatives à l'emprisonnement; la gestion des prisons; le traitement des femmes en détention; le traitement des enfants privés de liberté; et la réinsertion sociale.
- Sept activités régionales de renforcement des capacités sur l'un ou plusieurs des thèmes suivants: la prévention du crime; la réduction de la surpopulation carcérale et de la détention provisoire; les alternatives à l'emprisonnement; la gestion des prisons; le traitement des femmes en détention; le traitement des enfants privés de liberté; et la réinsertion sociale.



# ONUDC

Office des Nations Unies  
contre la drogue et le crime

Section de la justice, Division des opérations  
Centre international de Vienne, boîte postale 500, 1400 Vienne, Autriche  
Téléphone: (+43-1) 26060-0 • Télécopie: (+43-1) 26060-7-5017  
Courriel: [justice@unodc.org](mailto:justice@unodc.org) • [www.unodc.org](http://www.unodc.org)